



Municipales françaises: les électeurs en passe de sanctionner Macron

Par [Anthony Torres](#)

Mondialisation.ca, 04 mars 2020

wsws.org

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

Les élections municipales auront lieu dans deux semaines dans un contexte de vaste opposition à la politique d'austérité de Macron et sa réforme des retraites, qu'il fait passer en force. Trois ans après son élection sur une base de voix très faible, Macron et son parti LaREM restent très impopulaires. Cette crise de LaREM s'exprime dans les dissidences affichées dans des dizaines de villes, les frictions avec le MoDem, et l'arbitrage de Macron entre deux ministres qui se disputent Biarritz.

Au sein du parti présidentiel, on espère passer de 2.000 à 10.000 élus locaux sans se fixer un nombre de communes. Un député du parti, Pierre Person explique, inquiet, que «si on ne remporte aucune grande ville, ça sera gênant. Vous ne devenez pas acteur local si vous n'êtes pas implanté.»

Bien que l'on élise des élus locaux, l'élection municipale a un enjeu national pour l'ensemble des partis établis, qui cherchent les meilleures conditions pour préparer la présidentielle. L'absence d'une base locale forte de LaREM fait craindre à ce parti qu'il subisse un vote sanction de la part des électeurs, ce qui pourrait menacer un second mandat pour Macron.

Les élections se déroulent sous le signe de la déroute, en France comme à travers l'Europe, des partis social- ou chrétien-démocrates qui dominent la politique depuis Mai 68. Ceux-ci espèrent limiter la casse après s'être effondrés lors d'élections présidentielles et européennes de 2017 et 2019, malgré la perte progressive leur ancrage local. A LR, qui détient 15 des 40 villes de plus de 100.000 habitants, on espère profiter de la défaite du parti présidentiel pour conserver ses villes, malgré des défaites électorales successives.

Le PS qui sous Hollande a instauré l'état d'urgence espère conserver ses 12 villes de plus de 100.000 habitants grâce à «nos maires très bien implantés localement» selon Pierre Jovet, porte-parole du parti. Pour cela, le PS compte sur ses partis satellites - le PCF, EELV ou encore LFI - avec qui ils se sont alliés pour tenter de maintenir leurs élus locaux.

Les néofacistes surfent sur l'impopularité de Macron, qui légitimise le RN de Le Pen en saluant Pétain et dénonçant les musulmans tout comme Mélenchon, qui salue un prétendu «progrès en direction de l'humanisme» de Marine Le Pen lors des grèves contre la réforme des retraites.

Les municipales ont un enjeu national important, car les élections départementales et régionales s'enchaînent ensuite avant la présidentielle. Marine Le Pen veut utiliser ce scrutin pour accroître sa stature de présidentiable en espérant rafler des petites et moyennes villes

pour se présenter en principale opposante à Macron.

Ainsi, mi-janvier, Marine Le Pen a profité de la campagne pour les municipales pour annoncer sa candidature pour la présidentielle de 2022. «Nous sommes entrés dans une phase présidentielle», a-t-elle déclaré. «Emmanuel Macron et moi-même sommes les symboles du clivage mondialistes-nationaux mis en place par les Français à l'élection présidentielle, et qui a vocation à remplacer la droite et la gauche.»

Pour l'heure, le RN devrait conserver Fréjus, Beaucaire et Hénin-Beaumont. Béziers devrait être conservée par Robert Ménard, qui est soutenu par le RN et Perpignan pourrait voir Louis Alliot, numéro 2 du RN gagner la municipalité.

La campagne dans les grandes villes est marquée par des évolutions très diverses. Ce qui domine avant tout est la tendance à la désagrégation des anciens socles électoraux de maires, alors qu'aucun parti établi ne recueille de soutien stable et que le parti de Macron est très divisé.

Sur Paris, fait inédit, trois candidats se tiennent en à peine 5 points. Selon un sondage Ifop-Fiducial dimanche 23 février, la maire PS sortante Anne Hidalgo arriverait en tête des intentions de vote au premier tour avec 24 pour cent, suivie de Rachida Dati avec 22 pour cent pour les LR et d'Agnès Buzyn du parti présidentiel à 19 pour cent. Buzyn a remplacé l'ancien porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, qui s'est retiré de la campagne après la publication de vidéos de lui à caractère sexuel sur les réseaux sociaux.

David Belliard d'Europe Ecologie Les Verts est à 13 pour cent et le macronien «dissident» Cédric Villani est à 9 pour cent. Une alliance PS-EELV est envisageable pour le second tour, qui pourrait voir apparaître une triangulaire.

A Lyon, le maire actuel passé du PS à LaREM Gérard Collomb qui a aussi été le ministre de l'Intérieur de Macron arrive en tête, avec 23 pour cent suivi de Bruno Bernard pour EELV avec 20 pour cent. L'actuel président de la Métropole David Kimelfed, LaREM «dissident» est à 18 pour cent passant le candidat LR François Noël Buffet.

Compte tenu des marges d'erreurs des sondages, il est très possible que ces deux villes puissent voir leur maire changer d'étiquette.

Sur Marseille, le scrutin est ouvert après la non-participation du maire LR Jean-Claude Gaudin, aux commandes depuis 1995 mais critiqué après l'effondrement d'immeubles rue d'Aubagne. Selon un sondage officieux du renseignement que FranceInfo a publié avant de se rétracter, le sénateur RN arriverait en tête avec 25 pour cent des intentions de vote, suivi de Martine Vassal (LR) avec 15 pour cent, tout comme l'écologiste Sébastien Barle. La mairesse PS du XVème arrondissement Samia Ghali qui avait demandé l'envoi de l'armée dans les quartiers récolte 9 pour cent des voix.

Le député de Marseille, Mélenchon qui avait un temps envisagé de se présenter à la mairie en vue des présidentielles de 2022, y a renoncé après les mauvais scores de LFI aux européennes et le recul d'un soutien à Mélenchon et LFI parmi les jeunes et les travailleurs qui avaient voté pour lui en 2017. LFI soutien Michèle Rubirola au côté de l'Union du parti socialiste, du parti communiste et de la société civile.

Ne pas présenter de liste au nom de LFI mais plutôt des listes «citoyennes» c'est la tactique de La France Insoumise pour conserver leurs élus locaux dont ils dépendent financièrement

après le discrédit qui pèse sur ce parti: «Les municipales sont une étape dans la révolution citoyenne. La question locale n'est pas une fin en soi. On continue de penser que le moment décisif, c'est la présidentielle, car c'est là que se joue la conquête du pouvoir», indique Paul Vannier.

Sur Bordeaux, selon un sondage Orange-Europe 1, le maire sortant Nicolas Florian fait 40 pour cent suivi par l'écologiste Pierre Hurmic, soutenu par le PS, le PCF, le PRG et Génération.s à 30 pour cent. Le candidat présidentiel du NPA, Philippe Poutou est à 12 pour cent, dépassant le candidat LaREM Tomas Cazenave.

A Lille Martine Aubry du PS est en tête avec 35 pour cent des intentions de votes d'après un sondage Ifop-Fiducial paru mi-février. Stéphane Blay d'EELV arrive en seconde position avec 21 pour cent des voix, vient ensuite la candidate LaREM Violette Spillebout, à 14 pour cent.

Anthony Torres

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com), wsws.org, 2020

Articles Par : [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca